

Le défi des droits humains : le rôle de la Geneva School of Economics and Management

gbnews.ch/le-defi-des-droits-humains-le-role-de-la-geneva-school-of-economics-and-management/

March 17, 2022



Prof. Dorothée Baumann-Pauly (à gauche) et Pascale Chavaz

Comment les entreprises peuvent-elles concilier les bénéfices avec leur engagement en faveur des droits humains ?

Afin d'accompagner les étudiants en management dans la prise en compte des enjeux de droits humains, la Geneva School of Economics and Management (GSEM) de l'Université de Genève a créé le Geneva Center for Business and Human Rights (GCBHR), dirigé par Prof. Dorothée Baumann-Pauly.

Nous avons rencontré Pascale Chavaz, collaboratrice scientifique, pour qu'elle nous parle du GCBHR.

Elle nous explique qu'il s'agit du premier centre en Europe consacré aux droits humains dans le cadre d'une école de commerce, faisant suite au NYU Stern Center for Business and Human Rights, où Dorothée Baumann-Pauly est directrice de recherche depuis

2013.

Il a été fondé en novembre 2019 et est cité comme l'une des mesures du Plan d'action national suisse « Entreprises et droits de l'homme » 2020-2023.

Missions principales du GCBHR

Elle expose leurs missions, qui reposent sur 2 piliers.

Intégré au sein d'une école de management, l'objectif du GCBHR est bien sûr de former les futurs dirigeants d'entreprises à la question des droits humains, mais aussi d'encourager et accompagner les entreprises à développer des modèles d'affaires qui permettent de concilier les profits et le respect des droits humains.

Au cours de ces deux années, ils ont développé six axes de travail : l'éducation commerciale, l'industrie extractive, la finance, la sécurité (qui concerne les entreprises actives dans des environnements complexes), l'agriculture et la mode.

1. Education commerciale

L'éducation commerciale fait logiquement partie de l'un des principaux axes de travail du GCBHR. Outre les cours en « Business and Human Rights » (BHR) offerts au niveau bachelor ou master, le GCBHR développe des études de cas qui mettent en lumière la manière dont certaines entreprises sont parvenues à aligner profits et respect des droits humains au travers d'exemples concrets. Le GCBHR a également lancé deux initiatives d'innovation pédagogique :

Business and Human Rights Clinic

L'équipe s'est inspirée des « cliniques juridiques » courantes aux Etats-Unis dans les facultés de droits, pour monter une clinique de recherche qui a la particularité d'être intégrée dans une école de commerce. L'objectif des cliniques juridiques est de permettre à des étudiants de travailler sur des projets spécifiques, généralement dans le cadre d'ONG ou d'organisations internationales. L'intention du GCBHR était donc d'ouvrir le monde des entreprises aux étudiants en management. La « BHR Clinic » offre en effet aux étudiants la possibilité de traiter des défis réels en matière de droits humains en travaillant en collaboration avec des professionnels afin de mettre en pratique des concepts théoriques. Ils développent à la fois des compétences pratiques et analytiques, formulent des mesures d'action concrètes et apprennent à communiquer leurs résultats à des partenaires commerciaux. Pour les entreprises, une telle clinique permet l'accès à de jeunes esprits talentueux qui portent un regard neuf et peuvent apporter de nouvelles perspectives sur les enjeux en question. En offrant aux étudiants la possibilité de

travailler avec leur personnel sur des défis réels, les entreprises soutiennent l'éducation et l'employabilité de la prochaine génération de professionnels, et contribuent ainsi à la constitution d'un groupe de candidats plus qualifiés et mieux préparés à l'avenir.

La participation à la « BHR Clinic » est un cours facultatif proposé uniquement aux étudiants inscrits au Master en management responsable, sur sélection.

Microsimulation

Elle aborde aussi la microsimulation, qui plonge les étudiants dans un scénario de prise de décision à l'aide d'un outil en ligne. Cet outil permet aux étudiants d'appliquer des concepts clés à différentes situations commerciales réelles. Dans la simulation, les étudiants sont invités à prendre des décisions dans différents scénarios et à travers différentes étapes. Elles exposent les étudiants à la prise de décision stratégique et interfonctionnelle qu'implique la gestion d'une entreprise sur un marché dynamique et concurrentiel, tout en mesurant et en développant des compétences techniques et non techniques essentielles dans un environnement virtuel immersif.

Dorothee Baumann-Pauly est également à l'origine de deux autres projets antérieurs à la création du GCBHR, mais qui ont toujours cours à l'heure actuelle :

GBSN for BHR Impact Community

Le développement d'un réseau d'écoles de commerce qui a pour principal objectif de stimuler et soutenir leurs efforts pour inclure les droits humains dans les programmes d'éducation et de recherche. Ce réseau comprenant aujourd'hui plus de 100 écoles de commerce est soutenu par le Global Business School Network (GBSN) et Principles for Responsible Management Education (PRME), une initiative du Pacte mondial des Nations Unies.

Business and Human Rights Young Researchers Summit

Le BHR Young Researchers Summit offre aux doctorants et aux jeunes chercheurs post-doctoraux l'occasion de discuter de leur recherche dans le domaine des entreprises et des droits humains avec des experts et d'autres jeunes chercheurs du monde entier. En encourageant et en soutenant ces jeunes chercheurs, le sommet contribue à renforcer le champ des entreprises et des droits humains en tant que discipline universitaire multidisciplinaire.

2. Industries extractives

En septembre 2019, Prof. Dorothee Baumann-Pauly a visité des projets de formalisation de l'extraction artisanale du cobalt en République Démocratique du Congo (RDC) et a mené des entretiens avec de nombreuses parties prenantes locales, notamment des représentants de syndicats de mineurs, d'organisations de la société civile et du gouvernement provincial.

Ses conclusions et recommandations ont été publiées par le Forum économique mondial (WEF).

Tout au long du processus de recherche, elle a été en contact avec la Global Battery Alliance (GBA), une plateforme de collaboration public-privé qui a pour objectif d'établir une chaîne de valeur durable des batteries. Depuis le printemps 2020, le GCBHR est un facilitateur du Cobalt Action Partnership (CAP), qui vise à développer un ensemble commun de normes industrielles pour l'exploitation artisanale du cobalt, conformément aux lois et stratégies nationales de la RDC.

3.Finance

Le GCBHR a également développé un axe de travail dans le domaine de la finance. En effet, l'impact des institutions financières sur les questions liées aux droits humains est essentiel, mais ce sujet a reçu relativement peu d'attention jusqu'à présent, au profit des aspects environnementaux, qui sont plus faciles à mesurer. Alors que la finance durable entre aujourd'hui dans les mœurs et que Genève – et plus largement la Suisse – souhaite se positionner en la matière, il est important de mettre en lumière le fait que les activités des institutions financières, depuis les prêts et le financement de projets jusqu'à la gestion de patrimoine et d'actifs, ont un impact sur les droits humains de toute une série de parties prenantes, notamment les employés, les fournisseurs et les communautés locales.

Jusqu'à présent, le GCBHR a contribué à la recherche à travers une étude de cas et deux rapports. L'un s'intéresse à l'approche des institutions financières suisses en matière de droits humains et le deuxième, plus large, porte sur les acteurs financiers européens.

4.Sécurité

Depuis 2020, le GCBHR travaille en partenariat avec le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et le Centre de Genève pour la gouvernance du secteur de la sécurité (DCAF) afin de réviser le guide de bonnes pratiques « Relever les défis liés à la sécurité et aux droits de l'homme dans les environnements complexes » et le « Security and Human Rights Knowledge Hub ».

Ces ressources ont été développées en réponse au besoin de conseils pratiques et de soutien exprimé par les entreprises, les gouvernements et les organisations de la société civile confrontés aux défis de la sécurité et des droits humains dans des environnements complexes. Le guide de bonnes pratiques et le *knowledge hub* guident les entreprises sur la manière d'améliorer les pratiques de sécurité sur le terrain, conformément aux normes internationales et aux droits de l'homme. Ces ressources ont depuis lors aidé à façonner les politiques et les pratiques des entreprises internationales et contribué à la mise en œuvre d'initiatives multipartites telles que les Principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme.

5. Agriculture

Une autre étude porte sur l'impact de la pandémie de Covid-19 sur les travailleurs vulnérables en Inde et étudie quelles réponses des entreprises et des gouvernements permettent d'atténuer les risques en matière de droits humains dans les chaînes d'approvisionnement agricoles pendant et après une telle crise.

Ce rapport sera rendu public au cours du mois prochain, mais le court document « [Covid-19 in India – Recommendations for 'Urgent Action Human Rights Due Diligence' for Lead Firms Sourcing Agricultural Goods](#) » a été publié au mois de mai 2021 afin d'aider rapidement les entreprises et les acteurs concernés à mettre en place les conditions d'une approche responsable de la gestion de la chaîne d'approvisionnement, qui puisse être maintenue en temps de crise.

6. Mode

Devant le constat que l'industrie mondiale de la mode revendique toujours plus la durabilité environnementale et sociale de ses activités de production, le GCBHR collabore avec Eco-Age pour la publication d'une série de rapports qui démontrent que ces allégations sont loin d'être fondées scientifiquement. Ces recherches examinent entre autres les chaînes d'approvisionnement de différentes fibres, les initiatives de durabilité et les méthodologies de son évaluation ; des aspects qu'il est d'autant plus important d'étudier que les allégations de durabilité des marques de fast-fashion actuelles orientent à tort les modes de consommation, les décisions d'investissement et la réglementation.

Méthodologie

Pascale Chavaz nous présente la méthodologie du GCBHR, qui a pour but d'assurer un maximum d'impact à leur travail, l'objectif primordial étant que soient respectés les droits des travailleurs et des communautés où les entreprises exercent leurs activités.

Le GCBHR étant basé à Genève, comment s'assurer qu'en bout de course, leur travail ait un impact sur le terrain ? Pour ce faire, le GCBHR utilise différents leviers d'action : la recherche et l'enseignement qui sont bien sûr au cœur de sa mission, mais aussi ce qu'ils appellent l'engagement.

1. La recherche

Toutes les recherches dans lesquelles le GCBHR s'engage sont motivées par l'existence de défis actuels et concrets pour une ou plusieurs entreprises d'une industrie donnée. Lorsque cela est possible, le cœur de la recherche a lieu sur le terrain et inclut des entretiens avec les acteurs concernés. Par le passé, Dorothée Baumann-Pauly a par exemple passé beaucoup de temps au Bangladesh, en Ethiopie, ou encore en République Démocratique du Congo. Dans d'autres cas, les entretiens se font à distance et des questionnaires peuvent compléter les données. L'objectif de cette phase de la recherche est d'identifier des solutions possibles et d'analyser dans quelle mesure celles-ci peuvent être mesurées et reproduites dans d'autres contextes.

Il s'agit ensuite de publier les résultats de la recherche. Dans un contexte académique standard, les publications passent par différents processus de révision, qui non seulement demandent beaucoup de temps de la part des chercheurs, mais retardent également leur publication. Entre le moment où la recherche a été faite et celui de la publication, le sujet concerné a parfois évolué, ce qui peut rendre les résultats obsolètes, surtout en termes de mise en pratique. En outre, ces recherches ont habituellement pour audience d'autres chercheurs ou étudiants, et n'arrivent que rarement dans les mains de dirigeants d'entreprises, décideurs politiques ou tous autres professionnels concernés. Le GCBHR privilégie donc la publication de rapports condensés, présentés sous une forme plus digeste, et incluant des recommandations concrètes accessibles à tout un chacun.

2. L'enseignement

L'enseignement occupe bien sûr une place centrale en matière d'impact, même si celui-ci aura lieu certainement bien des années plus tard et sera difficilement mesurable.

Pour former les futures générations de dirigeants, le GCBHR utilise les résultats de ses recherches dans l'enseignement. L'équipe développe aussi des outils pédagogiques qui permettent de mieux préparer les futurs managers aux défis en matière de droits humains. Les études de cas, la BHR Clinic et la microsimulation évoqués précédemment font partie de ces outils. Le GCBHR invite également à ses cours certains intervenants extérieurs afin de présenter aux étudiants des perspectives différentes et de leur offrir l'occasion de dialoguer directement avec des acteurs du secteur privé.

3. L'engagement

L'équipe du GCBHR considère la publication des résultats de leur recherche comme la fin du commencement. Afin d'optimiser l'impact sur le terrain, il s'agit alors de développer une stratégie d'engagement pour assurer la mise en œuvre des recommandations. Le GCBHR collabore avec des acteurs clés qui sont en mesure de mettre en œuvre et/ou de relayer les principales conclusions de leur travail. Cette phase implique la création et le maintien de partenariats, des contacts avec les entreprises ou coalitions d'entreprises, des efforts de diffusion sous diverses formes grâce aux médias (articles d'opinion, interviews, etc.), et enfin l'organisation ou la participation active à des événements et à des initiatives multipartites.

Dans la seconde partie de notre article, Pascale Chavaz proposera des exemples de la façon dont le GCBHR opère pour faire avancer concrètement le respect des droits humains.

Lectures complémentaires :

[Climate Neutral Commodity : au centre du changement pour créer un impact durable](#)

[L'impact du Covid sur le secteur du négoce des matières premières : Entretien avec Florence Schurch](#)

[Commodity Forecasts for 2022](#)

Photo credit : Laurent Guiraud